

Saône-et-Loire

« Le dérèglement climatique touche l'intimité de chacun d'entre nous »

Bruno Villalba est professeur de sciences politiques à AgroParisTech et membre du laboratoire Printemps. Il revient sur le rôle qu'a pu jouer cet été hors-norme marqué par les canicules, la sécheresse et les mégafeux dans la mobilisation de samedi, et la portée politique de celle-ci.

Cela fait des années que les citoyens se mobilisent pour demander au monde politique de prendre en compte les alertes des scientifiques sur le changement climatique. Les marches pour le climat de ce samedi ont-elles un caractère spécifique par rapport à d'autres mobilisations pour l'environnement ?

« Les marches du 26 septembre font partie d'un cycle de mobilisation. Ce n'est pas la première, ça ne sera pas la dernière. D'année en année, l'ancrage empirique – l'ancrage réel – est de plus en plus mis en avant. Jusqu'ici, on pouvait encore rendre les questions écologiques soit hypothétiques soit territorialement éloignées. Aujourd'hui, on voit bien que l'accélération du dérèglement climatique produit des effets dans nos vies quotidiennes. Autrement dit, ça touche l'intimité de chacun d'entre nous. Et on peut considérer que cette situation risque de se dégrader encore plus demain, après-demain, etc. Ce n'est plus "un jour, le dérèglement climatique, les ours polaires, etc." C'est "aujourd'hui, maintenant : les mégafeux, la canicule, la mortalité..." »

Cet été 2026 catastrophique a-t-il eu un rôle de déclencheur dans l'organisation de ces mobilisations ?

« Pas de déclencheur, mais de certification. Nous avons désormais une preuve tangible de la réalité de ce que le dérèglement climatique produit. Dans la défense des ours polaires, et dieu sait que les ours polaires sont importants, vous restez dans une vision assez lointaine. Là, le retour au réel immédiat que ces mobilisations mettent en avant, c'est frappant. »

Mais percevoir le dérèglement climatique à travers ses propres

conditions de vie peut être limitant.

« En effet, la limite de ces mobilisations, c'est qu'elles restent dans un discours extrêmement sélectif. Le réchauffement climatique est perçu par rapport aux conditions de vie des individus. Il y a eu des millions d'animaux qui sont morts pendant les canicules, mais cet élément-là n'est pas mobilisé ni mobilisable à la même hauteur et à la même échelle que les incidences dans les modes de vie individuels. C'est assez frappant pour moi qui travaille sur les limites planétaires. Les limites planétaires, c'est aussi l'effondrement de la biodiversité. Et il est extrêmement compliqué de mobiliser de manière équivalente la dégradation des conditions de vie du monde animal par rapport à la dégradation des conditions de vie des individus. D'autant plus qu'on est dans une situation où on va réaffirmer la primauté de la question sociale, de la justice environnementale – qui est extrêmement importante. Mais la question écologique devient un élément supplémentaire de la revendication sociale, et pas un élément spécifique. Ça limite la question climatique car vous la considérez à travers une approche anthropocentrée, c'est-à-dire qui concerne essentiellement les hommes. Vous considérez qu'il y a toujours une marge de manœuvre dans la négociation entre nous : [...] Comme si on avait une pleine autonomie pour négocier les limites planétaires. »

Ces mobilisations interviennent à quelques mois de l'élection présidentielle. Les revendications climatiques ont-elles une chance d'être entendues ?

« Pour la classe politique, la question écologique est une question subsidiaire. Au mieux, c'est une condition de l'égalité des situations de vie. Mais ce n'est pas une remise en cause de la productivité du système capitaliste, ni du consumérisme généralisé. [...] Maintenant, nous sommes contraints de raisonner dans le cadre des limites planétaires. Mais ce basculement-là, ce n'est pas demain la veille qu'on va le faire. Alors les marches pour le climat sont des éléments de contribution à ce dé-



Bruno Villalba, professeur de sciences politiques à AgroParisTech et membre du laboratoire Printemps.

Photo DR

bat, et ça, c'est vraiment très positif. Cependant, je crains que la classe politique ne l'entende pas vraiment. Les actions localisées sont donc nécessaires, mais pas suffisantes. »

● **Propos recueillis par Sophie Maréchal**



Environ 200 personnes se sont rassemblées ce samedi après-midi sur l'esplanade Lamartine à Mâcon pour le climat, la paix et la justice sociale. Les manifestants ont constitué une chaîne humaine qui s'est étirée entre l'esplanade Lamartine et le pont Saint-Laurent où une banderole "Planète en danger" a été déployée. Photo Damien Valette

1 270

C'est environ le nombre de personnes qui ont pris part aux six marches ou rassemblements pour le climat organisés ce samedi en Saône-et-Loire, entre Cluny (500 personnes), Chalon (350), Mâcon (200), Autun (150), Montceau (40) et Bourbon-Lancy (30).